

**Convention spécifique 2021-2022
en référence à la Convention cadre régissant le partenariat entre un
établissement d'enseignement Supérieur support d'unités de
formation des apprenti·es (UFA) et le CFA FormaSup Ain-Rhône-
Loire pour la gestion des contrats de professionnalisation**

FormaSup Ain-Rhône-Loire, organisme de formation par alternance et prestataire d'actions de formation concourant au développement des compétences, situé au 66 avenue Jean Mermoz 69008 LYON, n° de SIRET 43903961100025, représenté par son président Monsieur Thierry Bourgeron,

Ci-après désigné « **CFA FormaSup** »,

Et

L'Université Lumière Lyon 2 - Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL), établissement d'enseignement supérieur situé au 18 quai Claude Bernard 69365 LYON Cedex 07, représenté par Madame Nathalie DOMPNIER, sa Présidente,

Ci-après désigné « **l'établissement de formation** »,

Le CFA FormaSup et l'établissement de formation étant ci-après désignés, ensemble « **parties** »,

Est conclue la présente Convention spécifique « **convention** ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

Dans le cadre du partenariat entre l'établissement de formation et le CFA FormaSup formalisé par la Convention cadre signée entre les parties, la présente convention a pour objet de formaliser la gestion des contrats de professionnalisation par le CFA FormaSup dans les formations de l'établissement de formation dans sa composante, l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL), accueillant majoritairement des apprenti·es (Voir Annexe 1 - *Liste des unités de formation en alternance*).

Article 2. Durée et validité

La présente convention est conclue pour l'année universitaire 2021-2022, elle entre donc en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2021 et se termine au 31/08/2022.

Un avenant à la convention sera signé en cas de changement dans une ou plusieurs de ses rubriques.

Page 1 sur 4

Article 3. Périmètre de la convention : gestion des conventions de formation – échange d'informations

Au-delà des obligations prescrites par l'article 12 de la Convention cadre, l'établissement de formation s'engage à transmettre les informations sur l'assiduité des alternant·es en formation (détail des heures réalisées, des heures suivies et des heures d'absence) permettant au CFA FormaSup d'établir un certificat de réalisation nécessaire à la facturation aux financeurs (OPCO et employeurs).

L'établissement de formation est responsable de l'exactitude des informations transmises au CFA FormaSup concernant l'assiduité des alternant·es.

L'établissement de formation s'engage à conserver pendant trois ans les émargements correspondants et à les mettre à disposition en cas de contrôle des financeurs.

Toute absence du salarié·e en formation sera mentionnée et l'information transmise à l'employeur et au CFA FormaSup.

Article 4. Dispositions financières spécifiques

Le CFA FormaSup facture auprès des organismes financeurs et/ou employeurs, à partir du tarif défini par l'établissement de formation, le niveau de prise en charge accordé par les opérateurs de compétences (OPCO) et le reste à charge si prévu conventionnellement avec l'entreprise d'accueil de l'alternant·e.

Le CFA FormaSup verse à l'établissement de formation une somme correspondant :

- au montant de prise en charge à verser par les organismes financeurs (OPCO),
- complétée du montant du reste à charge, si prévu conventionnellement avec l'entreprise d'accueil de l'alternant·e.

La contribution financière forfaitaire annuelle définie à l'article 7.3 de la convention cadre, sera déduite des échéances de versement conformément au calendrier prévisionnel prévu à l'article 8 de la convention cadre.

La contribution financière forfaitaire annuelle due par l'établissement de formation pour l'année 2021-2022 est fixé à :

- 550 € par contrat pour la 1^{ère} année du contrat ;
- 450 € par contrat pour la 2^{ème} année du contrat (si celui-ci s'étale sur plusieurs années) ;
- 430 € par contrat pour la 3^{ème} année du contrat (si celui-ci s'étale sur plusieurs années) ;
- 25 € supplémentaire par alternant·e pour l'utilisation de l'outil Lé@ (Livret électronique d'apprentissage - outil de suivi pédagogique). Si une rupture intervient après les trois premiers mois du contrat, ce montant sera facturé à l'établissement de formation.

Rupture anticipée de contrat :

En cas de rupture anticipée du contrat de professionnalisation qui lie l'employeur et l'alternant·e, les prestations de formation effectivement dispensées sont facturées au *pro rata temporis* de leur valeur prévue au contrat (toute heure commencée est due), conformément à la réglementation et déduction faite le cas échéant des sommes déjà facturées et/ou payées.

Le CFA FormaSup verse à l'établissement de formation le montant facturé aux OPCO et employeurs. Ce montant est calculé au *pro rata temporis* des heures effectivement dispensées et déduction faite de la contribution forfaitaire annuelle par contrat.

En cas de rupture de contrat, les frais de gestion sont appliqués de la manière suivante :

- 25% de la contribution financière forfaitaire annuelle si la rupture intervient au cours des trois premiers mois du contrat ;
- au *pro rata temporis* si la rupture intervient entre les 4^{ème} et 9^{ème} mois du contrat ;
- La totalité de la contribution financière forfaitaire annuelle est appliquée si la rupture intervient à partir du 10^{ème} mois du contrat.

Article 5. Litiges et résiliation de la convention.

Pour tout différend entre les parties concernant la forme ou l'exécution de la présente convention, une réunion entre les représentant·es mandataires des deux parties est organisée afin de déterminer une solution amiable.

Dans le cas où les parties ne trouveraient pas de solution amiable, la présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties. Cette résiliation ne devient effective qu'à l'issue de l'année universitaire en cours, après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Dans le cas où la rencontre n'aurait pas lieu à cause du refus de l'une des parties ou dans l'hypothèse où la rencontre ne permette pas de trouver une solution amiable, les contentieux liés à l'exécution de cette convention pourront être portés devant la juridiction compétente.

Article 6. Annexes

Font partie intégrante de la présente convention :

- L'annexe 1 - *Liste des unités de formation en alternance*
-

Le Président du CFA FormaSup et la Présidente de l'établissement de formation sont chargés chacun·e en ce qui les concerne de l'exécution de la présente convention.

Fait en plusieurs exemplaires dont un est remis à chacune des parties

À Lyon
Le 1 septembre 2021

Pour le CFA FormaSup
Par délégation du Président Thierry BOURGERON
Monsieur Olivier MARION,
Le directeur

**Pour l'établissement de formation,
L'Université Lumière Lyon 2 -
Institut d'Etudes du Travail de Lyon
(IETL) ,
Madame Nathalie DOMPNIER,
La Présidente**

Annexe 1 - Liste des unités de formation en alternance

Nom de l'établissement	Composante	Type de diplôme	Nom/mention	Parcours	Acronyme	Code diplôme	Numéro RNCP
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	IETL - Institut d'Etudes du Travail de Lyon	Master	Droit Social	Juriste en Droit Social et en Ingénierie Sociale		1351281P	RNCP31493